

## Plan de déconfinement : débrouillez-vous mais allez bosser !

L'incohérence sanitaire, c'est tout ce qu'il faudra retenir du plan de déconfinement présenté cet après-midi par le Premier ministre à l'Assemblée nationale. Au-delà d'un certain nombre de mesures annoncées qui auraient dû être dès le début de cette crise (et on sait ce que valent leurs annonces...), bien malin qui comprendra dans ce fatras de dates et d'exceptions la logique de santé publique qui prévaut. Une date générale de déconfinement annoncée, le 11 mai, sauf pour certains départements que l'on connaîtra le 7 mai ; une réouverture des établissements publics et des commerces, sauf pour ce qui concerne par exemple les lieux de culture ou les bars... Le gouvernement se précipite, mais ne prend pas les mesures réellement nécessaires pour contenir l'épidémie : des moyens humains et financiers à la hauteur pour les hôpitaux, l'arrêt des productions non essentielles, la protection des travailleur/ses...

Édouard Philippe a beau vouloir poser en protecteur, multiplier les annonces de « distribution » de millions de masques pour le grand public (sans gratuité bien entendu !) et annoncer 700 000 tests par semaine (après le 11 mai !), l'important est dans ce qu'il ne dit pas. Cette fin de confinement à marche forcée, sans aucune garantie sanitaire, le gouvernement la veut à tout prix car il souhaite ainsi répondre aux exigences du Medef. « *Nous sentons que l'arrêt prolongé de la production de pans entiers de notre économie (...) présenterait pour le pays (...) un risque de l'écroulement* » : l'objectif réel est bien de relancer la production et la consommation, bref les profits et l'exploitation, à l'image de ces milliards débloqués pour les grandes entreprises depuis le début de la crise. Par contre, on attend toujours des mesures de solidarité économique de cette ampleur pour celles et ceux qui en auraient réellement besoin.

Les déclarations faites devant l'Assemblée nationale en faveur de la santé publique n'engagent pas à grand-chose, surtout quand elles sont renvoyées à plus tard... ou à jamais. Qu'est devenu par exemple ce fameux plan d'investissement en faveur des hôpitaux annoncé par Macron à Mulhouse il y a plusieurs semaines ? « *Protéger, tester, isoler* », certes mais pourquoi pas ici et maintenant alors que le virus est là depuis deux mois ? Tout simplement parce que ce pouvoir, qui n'a rien anticipé, n'a pas les moyens de ses belles paroles, alors que l'on a besoin de tests, de lieux pour isoler les malades, d'équipes pour assurer le suivi...

Pour mieux se défausser, le Premier ministre annonce que leur « *politique repose (...) sur la responsabilité individuelle et la conscience que chacun doit avoir de ses devoirs à l'égard des autres* ». Quel culot de la part de ce pouvoir irresponsable qui n'a fait que minorer la crise sanitaire qui s'annonçait et se montre depuis plusieurs semaines incapable d'y répondre ! De ce point de vue, la population qui, majoritairement est défavorable à la réouverture des écoles dans ces circonstances, sait se montrer bien plus « responsable » que Macron, Philippe, Véran, Blanquer et cie.

Prolonger leur prétendu « *état d'urgence sanitaire* » jusqu'à au moins fin juillet au lieu de décréter un véritable « *état d'urgence social* » - ne pas dire un mot sur le chômage, le logement, l'alimentation ou la précarité, ne donner qu'au compte-goutte des moyens pour la santé, exercer une pression pour qu'on bosse, restreindre les libertés publiques - voilà tout ce qu'ils ont à nous proposer. Mobilisons-nous, à commencer par ce vendredi 1er mai, contre la politique du gouvernement, pour des mesures d'urgence pour la santé, des tests et des masques gratuits, pour aller vers un déconfinement en toute sécurité. Contre l'irresponsabilité de ce pouvoir, déconfinons nos colères et prenons nos affaires en main !

*Le NPA65, TARBES, le mardi 28 avril 2020*